

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "organisant la procédure devant la Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et l'utilisation partagée, ainsi que le fonctionnement de celle-ci", a donné le 26 octobre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de werking van en de procedure voor de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", heeft op 26 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

Selon le Rapport au Roi, le présent projet d'arrêté royal tend à exécuter l'article 79ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et à assurer ainsi la transposition de diverses dispositions des trois directives européennes qui sont citées dans ledit rapport, dispositions qui prévoient l'intervention de l'autorité réglementaire nationale en cas de litige en matière d'interconnexion, de lignes louées, d'utilisation partagée, et d'accès spécial.

L'article 79ter précité est, pour rappel, rédigé comme suit :

"§ 1er. Il est créé au sein de l'Institut une instance, "la Chambre pour l'Interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées", dénommée ci-après "La Chambre". Celle-ci est composée de trois membres, désignés parmi les fonctionnaires de niveau 1 de l'Institut. "La Chambre" est composée par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut pour chaque affaire.

Le fonctionnement de "La Chambre" ainsi que la procédure sont arrêtés par le Roi sur avis de l'Institut.

"La Chambre" ne peut recevoir aucune instruction visant à influencer sa décision dans les litiges qui lui sont soumis.

§ 2. En cas de litige en matière d'interconnexion, accès spécial ou utilisation partagée, "La Chambre" prend, à la demande de l'une ou l'autre des parties, des mesures afin de régler le litige dans les six mois de cette demande. La solution du litige représente un équilibre équitable entre les intérêts légitimes des parties.

.../...

§ 3. "La Chambre" rend une décision administrative motivée en tenant compte notamment :

- de l'intérêt de l'utilisateur;
- des obligations ou contraintes imposées par la réglementation à chacune des parties;
- de l'intérêt à encourager des offres novatrices sur le marché, et à fournir aux utilisateurs une large gamme de services de télécommunications;
- de l'existence de solutions techniquement et commercialement viables permettant de remplacer l'interconnexion demandée;
- de l'intérêt à garantir des dispositions en matière d'égalité d'accès;
- de la nécessité de maintenir l'intégrité des réseaux publics de télécommunications et l'interopérabilité des services de télécommunications;
- de la nature de la demande par rapport aux ressources disponibles pour la satisfaire;
- des positions relatives des parties sur le marché;
- de l'intérêt public, en ce compris la protection de l'environnement;
- du maintien d'une structure de marché non faussée;
- de la nécessité de maintenir le service universel.

§ 4. En cas d'atteinte grave et immédiate aux règles régissant le secteur des télécommunications, "La Chambre" peut, après avoir entendu les parties en cause, ordonner des mesures conservatoires en vue notamment d'assurer la continuité du fonctionnement des services de télécommunications.

.../...

§ 5. "La Chambre" rend publique ses décisions sous réserve des secrets protégés par la loi. Elle notifie ses décisions aux parties." (1).

Si, comme en a décidé le législateur, la Chambre, en tant qu'autorité administrative indépendante, prend, comme le prévoit l'article 79ter précité, des décisions administratives (motivées) qui s'imposent aux opérateurs et vont parfois jusqu'à leur imposer de manière unilatérale la conclusion de contrats à des conditions déterminées par elle et jusqu'à modifier unilatéralement les termes d'accords déjà conclus entre opérateurs soit volontairement, soit à l'intervention de la Chambre, il ne faut pas perdre de vue que ces décisions doivent, dans la mesure où elles portent atteinte à des droits subjectifs, pouvoir faire l'objet d'un recours juridictionnel en vue de satisfaire à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

S'il s'agit de droits subjectifs de nature civile au sens de l'article 144 de la Constitution, le juge compétent est, en droit belge, le juge judiciaire.

(1) Un projet d'arrêté royal adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 précitée aux directives de la Commission européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel vise, notamment, à modifier cet article 79ter en étendant la compétence de la Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisation partagées aux litiges en matière de lignes louées.

Si, par contre, le litige ne porte pas sur des droits subjectifs, le recours contre les décisions de la Chambre sera porté devant le Conseil d'Etat (1).

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 9, paragraphe 5, de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert, dispose :

"En cas de litige en matière d'interconnexion entre des organismes au sein d'un Etat membre, l'autorité réglementaire nationale de cet Etat membre prend, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, des mesures afin de régler le litige dans les six mois de cette demande. La solution du litige représente un équilibre équitable entre les intérêts légitimes des deux parties."

Bien que la directive ne le précise pas expressément, il résulte du paragraphe 6 de cette même disposition que cette solution peut consister à imposer des conditions d'interconnexion, conditions sur lesquelles les parties n'auraient pas pu s'entendre.

(1) Voir en ce sens : Doc. parl., Chambre, sess. ord. 1997-1998, n° 1265/1, p. 27.

En vertu de l'article 109ter, § 5, de la loi du 21 mars 1991, "l'interconnexion fait l'objet d'une convention entre les parties concernées". Seul l'Institut belge des services postaux et des télécommunications est habilité à imposer des modifications à ces conventions, voire à imposer une interconnexion aux conditions qu'il détermine (article 109ter, §§ 4 et 5).

En son état actuel, la loi du 21 mars 1991 précitée confie à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications le soin d'imposer aux opérateurs l'interconnexion aux conditions qu'il détermine ainsi que des modifications aux conventions conclues par eux en la matière.

On peut, dès lors, se demander quelle est la compétence de la Chambre en la matière. Celle-ci pourrait-elle prendre les mêmes décisions que l'Institut en la matière ?

Cette clarification législative pourrait s'opérer par le biais de l'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de la Commission européenne (lire : l'Union européenne) et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel", projet qui a fait l'objet de l'avis L. 28.065/4 donné le 30 septembre 1998.

.../...

2. Un problème similaire se pose en ce qui concerne la co-implantation et le partage des installations qui fait l'objet de l'article 11 de la même directive.

Cet article dispose :

"Lorsqu'un organisme fournissant des réseaux publics de télécommunications et/ou de services de télécommunications accessibles au public détient, en vertu de la législation nationale, le droit de placer des installations à la surface, au-dessus ou en dessous d'un terrain public ou privé, ou peut bénéficier d'une procédure permettant l'expropriation ou l'utilisation d'une propriété, les autorités réglementaires nationales encouragent le partage de ces installations et/ou de la propriété avec d'autres organismes fournissant des réseaux et des services de télécommunications accessibles au public, en particulier lorsque d'autres organismes sont privés, au nom d'exigences essentielles, de la possibilité de recourir à des solutions de remplacement viables.

Les accords de co-implantation ou de partage des installations font normalement l'objet d'un accord commercial et technique entre les parties concernées. L'autorité réglementaire nationale peut intervenir pour régler les litiges, selon les dispositions prévues à l'article 9.

Les Etats membres ne peuvent, en particulier, imposer des accords de partage des installations et/ou d'une propriété (y compris la co-implantation physique) qu'après une période adéquate de consultation publique, au cours de laquelle toutes les parties intéressées doivent avoir l'occasion d'exprimer leur opinion. Ces accords peuvent comprendre des règles de répartition des coûts liés au partage des installations et/ou de la propriété."

Il résulte de cette disposition que l'autorité réglementaire nationale est habilitée à prendre des mesures pour régler les litiges, pouvant consister en des restric-

.../...

tions au droit de propriété, en imposant l'utilisation partagée d'installations appartenant à un organisme (1).

En son état actuel, la loi du 21 mars 1991 précitée n'assure pas la transposition de cette disposition de ladite directive 97/33/CE et, notamment, ne détermine pas les compétences respectives de l'Institut et de la Chambre. Il y a là également une lacune qu'il convient de combler en adoptant, le cas échéant, la même voie que celle indiquée dans l'observation précédente.

3. En ce qui concerne l'"accès spécial", l'article 16 de la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel dispose :

"1. Les autorités réglementaires nationales veillent à ce que les organismes puissants sur le marché pour la fourniture de réseaux téléphoniques publics fixes traitent les demandes raisonnables des organismes prestataires de services de télécommunications souhaitant obtenir l'accès au réseau téléphonique public fixe en d'autres points de terminaison du réseau que les points habituellement prévus et visés à l'annexe II, première partie. Cette obligation ne peut être limitée que cas par cas et que pour autant qu'il existe des solutions de remplacement techniquement et commercialement viables à l'accès spécial demandé et si

(1) Cette affirmation résulte, il est vrai, pour partie d'un raisonnement a contrario à partir de l'article 11, alinéa 3, de la directive précitée, dont la justesse est toutefois confirmée par le considérant (14) de celle-ci.

l'accès demandé ne correspond pas aux moyens disponibles pour satisfaire à la demande.

2. Les organismes demandeurs doivent avoir la possibilité de soumettre leur cas à l'autorité réglementaire nationale avant qu'une décision finale de limitation ou de refus d'accès ne soit prise en réponse à une demande spécifique.

...

4. Les autorités réglementaires nationales peuvent intervenir de leur propre initiative, à tout moment lorsque cette intervention se justifie pour garantir la concurrence réelle et/ou l'interopérabilité des services, et elles interviennent si l'une des deux parties le demande, afin de fixer des conditions qui soient non discriminatoires, équitables et raisonnables pour les deux parties et les plus avantageuses pour l'ensemble des utilisateurs.".

Seul le paragraphe 1, première phrase, de cette disposition est actuellement transposée, par l'article 109ter, § 3, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée. La disposition doit être transposée intégralement et, à cette occasion, il importe de préciser les compétences respectives de l'Institut et de la Chambre.

4. Une observation similaire peut être faite pour la fourniture de lignes louées. L'article 107 de la loi du 21 mars 1991 précitée se limite à garantir, à toute personne qui en fait la demande auprès d'un organisme puissant sur ce marché, le droit d'obtenir une ligne louée, sauf si cet organisme peut justifier un refus par des "exigences essentielles".

.../...

Cette disposition reste en défaut de transposer l'article 8 de la directive 92/44/CEE du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées (1) en tant qu'il y est prévu que le refus d'une ligne louée doit recevoir l'autorisation préalable de l'"autorité réglementaire nationale", au terme d'une procédure contradictoire.

La loi du 21 mars 1991 précitée devrait être complétée en vue d'assurer intégralement la transposition de la directive et devrait, par la même occasion, déterminer avec précision les compétences respectives de l'Institut et de la Chambre.

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat estime qu'il est prématuré de formuler des observations particulières au sujet du présent projet.

(1) Le Rapport au Roi fait référence à l'article 12, 1), de cette directive. Cette disposition traite toutefois d'une procédure de conciliation, pouvant aboutir, par définition, à un accord des parties et non à une décision de l'autorité réglementaire nationale.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

Volgens het verslag aan de Koning strekt het ontworpen koninklijk besluit ertoe uitvoering te geven aan artikel 79ter van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en zodoende te zorgen voor de omzetting van verscheidene bepalingen van drie Europese richtlijnen die worden aangehaald in het genoemde verslag, welke bepalingen voorzien in het optreden van de nationale regelgevende instantie bij geschillen inzake interconnectie, huurlijnen, gedeeld gebruik en bijzondere toegang.

Pro memorie luidt het voormelde artikel 79ter als volgt :

"§ 1. Bij het instituut wordt een instantie opgericht, «de Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik», hierna «de Kamer» genoemd. Deze is samengesteld uit drie leden, aangewezen uit de kring van de ambtenaren van niveau 1 van het Instituut. «De Kamer» wordt samengesteld door de leidinggevende ambtenaar van het Instituut voor elke zaak.

De werking van «De Kamer» en de procedure worden door de Koning, op advies van het Instituut vastgesteld.

«De Kamer» mag geen instructies ontvangen die erop gericht zijn haar beslissing in de haar onderworpen geschillen te beïnvloeden.

§ 2. Bij geschillen inzake interconnectie, gelijke toegang en gedeeld gebruik, neemt «De Kamer», op verzoek van een der partijen, de nodige stappen om het geschil binnen zes maanden na indiening van het verzoek te beslechten. Bij de beslechting van het geschil moet een billijk evenwicht gevonden worden tussen de legitieme belangen van beide partijen.

.../...

§ 3. De administratieve beslissing van «De Kamer» is gemotiveerd en houdt onder meer rekening met :

- de belangen van de gebruikers;
- aan de partijen opgelegde reglementaire verplichtingen of beperkingen;
- de wenselijkheid het aanbod van innovatieve oplossingen op de markt te stimuleren en de gebruikers een breed scala van telecommunicatiediensten te bieden;
- de beschikbaarheid van andere, technisch en commercieel levensvatbare oplossingen voor de aangevraagde interconnectie;
- de wenselijkheid te zorgen voor overeenkomsten betreffende gelijke toegang;
- de noodzaak de integriteit van de openbare telecommunicatienetwerken en de interoperabiliteit van telecommunicatiediensten in stand te houden;
- de aard van de aanvraag in verhouding tot de middelen die ter voldoening van de aanvraag beschikbaar zijn;
- de relatieve marktposities van de partijen;
- het algemeen belang, waaronder milieubescherming;
- het behoud van een onvervalste marktstructuur;
- de noodzaak een universele dienst in stand te houden.

§ 4. In geval van een zware en onmiddellijke inbreuk op de voorschriften die de telecommunicatiesector regelen kan «De Kamer» na de betrokken partijen te hebben gehoord bewarende maatregelen opleggen met name met het oog op de garantie van de continuïteit van de werking van de telecommunicatiediensten.

.../...

§ 5. «De Kamer» maakt de beslissingen openbaar behalve de bij de Wet beschermde geheimen. Zij geeft de partijen kennis van die beslissingen." (1).

Indien de Kamer, zoals de wetgever heeft beslist, als onafhankelijke administratieve overheid, zoals bepaald in het voormelde artikel 79ter, (gemotiveerde) administratieve beslissingen neemt die dwingend zijn voor de operatoren en hen soms zelfs op eenzijdige wijze verplichten tot het sluiten van overeenkomsten onder door haar bepaalde voorwaarden en tot het eenzijdig wijzigen van de inhoud van overeenkomsten die reeds ofwel vrijwillig, ofwel met bemoeiing van de Kamer, tussen operatoren gesloten zijn, mag niet uit het oog worden verloren dat tegen die beslissingen, in zoverre ze afbreuk doen aan subjectieve rechten, een jurisdictioneel beroep moeten kunnen worden ingesteld, wil voldaan zijn aan artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Indien het subjectieve rechten van burgerlijke aard betreft in de zin van artikel 144 van de Grondwet, is in het Belgische recht de gewone rechter bevoegd.

Indien daarentegen het geschil geen betrekking heeft op subjectieve rechten, wordt het beroep tegen de

(1) Een ontwerp van koninklijk besluit houdende aanpassing van sommige bepalingen van de voormelde wet aan de richtlijnen van de Europese Commissie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening, strekt er onder meer toe dat artikel 79ter te wijzigen door de bevoegdheid van de Kamer voor interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik uit te breiden tot de geschillen inzake gehuurde lijnen.

beslissingen van de Kamer voor de Raad van State gebracht (1).

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 9, lid 5, van richtlijn 97/33/EG van het Europees parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van open network provision, bepaalt :

"Bij interconnectiegeschillen tussen organisaties in een lidstaat neemt de nationale regelgevende instantie van die lidstaat, op verzoek van een der partijen, de nodige stappen om het geschil binnen zes maanden na indiening van het verzoek te beslechten. Bij de beslechting van het geschil moet een billijk evenwicht gevonden worden tussen de legitieme belangen van beide partijen."

Hoewel zulks in de richtlijn niet uitdrukkelijk wordt gepreciseerd, blijkt uit lid 6 van diezelfde bepaling dat die beslechting kan bestaan in het opleggen van interconnectievoorwaarden, waarover de partijen het niet eens zouden zijn kunnen worden.

Artikel 109ter, § 5, van de wet van 21 maart 1991, luidt als volgt : "De interconnectie maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tussen de betrokken partijen". Alleen

(1) Zie in die zin : Gedr. St. , Kamer, gewone zitting 1997-1998, nr. 1265/1, blz. 27.

het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie is bevoegd om wijzigingen aan die overeenkomsten op te leggen, en zelfs om een interconnectie op te leggen onder de voorwaarden die het zelf bepaalt (artikel 109ter, §§ 4 en 5).

Zoals de voormelde wet van 21 maart 1991 thans is gesteld, draagt ze het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de taak op om de operatoren de interconnectie op te leggen onder de voorwaarden die het bepaalt en om wijzigingen op te leggen aan de door hen gesloten overeenkomsten terzake.

Bijgevolg rijst de vraag welke bevoegdheid de Kamer terzake heeft. Zou de Kamer in dezen dezelfde beslissingen kunnen nemen als het Instituut ?

Vanuit wettelijk oogpunt zou duidelijkheid kunnen worden gebracht daaromtrent door middel van het koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Commissie (lees : Europese Unie) en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening", over welk ontwerp op 30 september 1998 advies L. 28.065/4 is uitgebracht.

2. Een soortgelijk probleem rijst wat de collocatie en het gedeeld gebruik van faciliteiten betreft waarop artikel 11 van dezelfde richtlijn betrekking heeft.

.../...

Dit artikel luidt als volgt :

"Wanneer een organisatie die openbare telecommunicatienetwerken en/of algemeen beschikbare telecommunicatiediensten verstrekt krachtens de nationale wetgeving het algemeen recht heeft faciliteiten te installeren op, over of onder openbare particuliere grond, of gebruik mag maken van procedures voor de onteigening of het gebruik van eigendommen, bevorderen de nationale instanties het gedeelde gebruik van dergelijke faciliteiten en/of eigendommen met andere organisaties die telecommunicatienetwerken en/of algemeen beschikbare telecommunicatiediensten verstrekken, in het bijzonder als de andere organisaties op grond van essentiële vereisten geen toegang tot bruikbare alternatieven hebben.

Overeenkomsten betreffende collocatie of gedeeld gebruik van faciliteiten dienen normaliter te worden bereikt door middel van commerciële en technische overeenkomsten tussen de betrokken partijen. De nationale regelgevende instantie kan optreden om geschillen te beslechten, overeenkomstig artikel 9.

De lidstaten kunnen overeenkomsten betreffende gedeeld gebruik van faciliteiten en/of eigendommen (met inbegrip van fysieke collocatie) slechts opleggen na een gepaste periode van openbare raadpleging waarbij aan alle betrokken partijen de gelegenheid wordt geboden hun standpunten naar voren te brengen. Dergelijke overeenkomsten kunnen regels bevatten voor kostendeling voor de gedeelde faciliteiten en/of eigendommen."

Uit deze bepaling blijkt dat de nationale regelgevende instantie gemachtigd is om maatregelen ter beslechting van geschillen te nemen, die kunnen bestaan in beperkingen op het eigendomsrecht, door het opleggen van het

.../...

gedeelde gebruik van faciliteiten die toebehoren aan een instelling (1).

Zoals de voormelde wet van 21 maart 1991 thans is gesteld, zorgt ze niet voor de omzetting van deze bepaling van de genoemde richtlijn 97/33/EG en inzonderheid bepaalt ze niet de respectieve bevoegdheden van het Instituut en van de Kamer. Ook daar bestaat een leemte waarin behoort te worden voorzien door in voorkomend geval dezelfde werkwijze te volgen als die welke is aangegeven in de vorige opmerking.

3. Wat de "bijzondere toegang" betreft, bepaalt artikel 16 van richtlijn 98/10/EG van het Europees parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat :

"1. De nationale regelgevende instanties zorgen ervoor dat de organisaties met een aanmerkelijke macht op de markt voor het aanbieden van telefoondiensten over vaste openbare telefoonnetwerken redelijke verzoeken van organisaties die telecommunicatiediensten aanbieden, om toegang tot het vaste openbare telefoonnet op andere netwerkaansluitpunten dan de in bijlage II, deel 1, genoemde aansluitpunten, in behandeling nemen. Deze verplichting mag alleen worden beperkt van geval tot geval en als er technische en

(1) Deze bewering is weliswaar gedeeltelijk het gevolg van een a contrario redenering op grond van artikel 11, lid 3, van de voormelde richtlijn, waarvan de juistheid evenwel wordt bevestigd door de considerans (14) ervan.

economische levensvatbare alternatieven voor de gevraagde bijzondere toegang voorhanden zijn en wanneer de gevraagde toegang niet in een redelijke verhouding staat tot de beschikbare middelen om aan het verzoek te voldoen.

2. Organisaties die een dergelijk verzoek indienen, worden in de gelegenheid gesteld om hun zaak aan de nationale regelgevende instantie voor te leggen, alvorens naar aanleiding van het verzoek definitief wordt besloten de toegang te beperken of te weigeren.

...

4. De nationale regelgevende instanties mogen te allen tijde op eigen initiatief maatregelen nemen als zulks gerechtvaardigd is om daadwerkelijke mededinging en/of interoperabiliteit van diensten te waarborgen, en doen zulks indien een van beide partijen daarom verzoekt, teneinde niet-discriminerende voorwaarden vast te stellen die voor beide partijen billijk en redelijk, en voor de gebruikers het meest voordelig zijn."

Alleen lid 1, eerste zin, van deze bepaling is thans omgezet door artikel 109ter, § 3, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991. De bepaling moet in haar geheel worden omgezet en naar aanleiding daarvan dienen de respectieve bevoegdheden van het Instituut en van de Kamer nader te worden bepaald.

4. Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt voor de levering van gehuurde lijnen. Artikel 107 van de voormelde wet van 21 maart 1991 beperkt zich ertoe eenieder die zulks aanvraagt bij een organisatie met een sterke positie op die markt, het recht te waarborgen om een huurlijn te verkrijgen, tenzij die organisatie een weigering kan rechtvaardigen op grond van "essentiële eisen".

.../...

Deze bepaling verzuimt artikel 8 van richtlijn 92/44/EEG van de Raad van 5 juni 1992 betreffende de toepassing van Open Network Provision (ONP) op huurlijnen (1) om te zetten in zoverre wordt bepaald dat het weigeren van een gehuurde lijn de voorafgaande machtiging behoeft van de "nationale regelgevende instantie", na afloop van een procedure op tegenspraak.

De voormelde wet van 21 maart 1991 zou moeten worden aangevuld om te zorgen voor de volledige omzetting van de richtlijn en zou, naar aanleiding daarvan, duidelijk de respectieve bevoegdheden van het Instituut en van de Kamer moeten bepalen.

Gelet op de voorgaande opmerkingen is de Raad van State van oordeel dat het voorbarig is bijzondere opmerkingen te maken in verband met het onderhavige ontwerp.

(1) In het verslag aan de Koning wordt verwezen naar artikel 12, 1), van die richtlijn. Deze bepaling handelt evenwel over een bemiddelingsprocedure, die per definitie kan leiden tot een overeenkomst tussen de partijen en niet tot een beslissing van de nationale regelgevende instantie.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN